



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

Extrait

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DU BÉTAIL EN MONGOLIE

22 décembre 2017



Photographies: ©WFP/A. Wadhwa.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

**MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET
DU BÉTAIL EN MONGOLIE**

22 décembre 2017

Le présent rapport a été établi par Cristina Coslet, Fabio Palmeri, Jigjdpurev Sukhbaatar et Erdenebaatar Batjargal (FAO) et Amit Wadhwa (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Mario Zappacosta
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international
et des marchés, EST/FAO
Mél: giew1@fao.org

Siemon Hollema
Conseiller principal en programmes
et politiques pour l'Asie et le Pacifique,
PAM
Mél: chris.nikoi@wfp.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur Internet, sur les sites Web de la FAO et du PAM aux adresses URL ci-après: <http://www.fao.org/giew1/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribeSMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, veuillez envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

FAITS SAILLANTS

- La grave sécheresse qui a sévi à la mi-2017 a lourdement touché de grandes zones de production agricole et de pâturages.
- En conséquence, la production de blé de 2017, la principale denrée de base du pays, ne devrait s'élever qu'à 231 millions de tonnes, soit près de la moitié du niveau élevé de l'an dernier et plus de 40 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. Les répercussions sur les autres cultures, y compris les pommes de terre, l'orge, l'avoine et le sarrasin, ont également été sévères.
- La réduction des pâturages a provoqué une détérioration de l'état physique des troupeaux, dont les conditions sont désormais inférieures à la moyenne. L'impact sur le bétail a été aggravé par la faible disponibilité de foin et de fourrage causée par la sécheresse; la disponibilité est estimée à 53 millions de tonnes, soit son plus bas niveau depuis 2007. Ces conditions suscitent de graves préoccupations concernant un possible événement *dzud*¹ au cours des mois d'hiver et de printemps.
- En octobre, le prix des produits carnés se sont établis à des niveaux bien en deçà de ceux d'il y a un an, en raison principalement des ventes accrues des éleveurs par crainte de perdre des animaux pendant les mois d'hiver et de printemps et de la nécessité d'acheter du foin pour nourrir les animaux restants.
- Les besoins d'importation de blé au cours de la campagne de commercialisation 2017/18 (octobre/septembre) sont estimés à environ 230 000 tonnes, soit beaucoup plus que la moyenne quinquennale. Les besoins d'importations devraient être entièrement couverts par des achats commerciaux.
- En raison de la diminution de la production, de nombreux agriculteurs n'ont pas été en mesure de rembourser leurs dettes et ont réduit l'embauche de main-d'œuvre saisonnière – supprimant la principale source de revenus de nombreux ménages qui dépendent du travail salarié au cours de la campagne agricole.
- Les piètres conditions des pâturages ont contraint les éleveurs à trouver d'autres sources de fourrage en parcourant de longues distances pour aller chercher du foin et/ou en achetant du foin à un prix plus élevé que d'habitude.
- En raison du recul des prix de la viande, les éleveurs doivent décider s'il leur convient de vendre à un prix inférieur à la normale ou s'ils peuvent maintenir leurs animaux durant tout l'hiver.
- L'accès au crédit est crucial pour de nombreux ménages durant l'hiver et le printemps, période durant laquelle leurs revenus diminuent. Les ménages d'éleveurs possédant moins de 200 animaux n'offrent pas suffisamment de garanties pour obtenir un prêt.
- Les précédents événements *dzud* ont provoqué des pertes des moyens de subsistance et des migrations massives vers les districts urbains *ger* où les infrastructures et les services publics sont limités, et où la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont très élevées, surtout en hiver et au printemps.

VUE D'ENSEMBLE

Une Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et du bétail s'est rendue en Mongolie du 15 au 28 octobre 2017, en raison de la sécheresse prolongée qui a sévi entre mi-mai et fin-juillet et qui a fortement réduit les récoltes de 2017 et détérioré l'état des pâturages, soulevant de sérieuses préoccupations concernant les répercussions sur le secteur de l'élevage en amont de la période hiver-printemps. La Mission a estimé l'impact de la sécheresse sur la production de blé, de pommes de terre et de légumes et établi des prévisions concernant les déficits de blé pour la campagne de commercialisation 2017/18 (octobre/septembre). La Mission a également évalué l'impact de la sécheresse sur la production de foin et les disponibilités de fourrage destinées au secteur de l'élevage pour les mois de la campagne d'hiver/printemps, jusqu'au mois d'avril 2018. En outre, la Mission a évalué l'impact de la sécheresse sur les ménages, leurs stratégies d'adaptation et les plans d'interventions d'urgence en prévision de l'hiver prochain.

La Mission s'est rendue dans sept des 21 provinces de la Mongolie dans les régions de Khangai et du Centre. L'équipe était composée de trois fonctionnaires internationaux de la FAO et du PAM et d'agents agricoles nationaux.

¹ *Dzud* renvoie aux répercussions de multiples catastrophes naturelles sur les moyens de subsistance.

Avant de partir sur le terrain, la Mission a été informée de la situation actuelle de la production agricole et animale ainsi que du contexte macroéconomique général par plusieurs institutions nationales et internationales, et obtenu des données à l'échelle du pays et des districts concernant les précipitations, la production agricole ainsi que le nombre de têtes de bétail, les prix, la disponibilité des intrants et le commerce. La Mission s'est rendue auprès de diverses institutions: le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère (MAAIL), le Parlement, l'Agence nationale de gestion des urgences, le Bureau national des statistiques, l'Association des producteurs de viande, et le Ministère de la protection sociale et du travail.

La Mission a obtenu auprès du MAAIL des estimations au niveau des provinces et des districts concernant les superficies récoltées, les rendements et la production. Lors des travaux de terrain, les données obtenues ont été recoupées à l'aide d'informations fournies par les agriculteurs, notamment les petits exploitants et les producteurs de blé à grande échelle, ainsi que d'images de l'indice de santé de la végétation (VHI), d'estimations des précipitations et d'autres données météorologiques obtenues par télédétection fournies par le SMIAR de la FAO. La Mission a également visité des marchés alimentaires et interrogé des commerçants. La Mission a mené des entretiens structurés avec plusieurs éleveurs et agriculteurs afin d'apprécier l'impact de la sécheresse et d'analyser l'état de préparation des ménages avant l'arrivée de l'hiver ainsi que leurs stratégies d'adaptation en amont des mois d'hiver/printemps.

Une période prolongée de grave sécheresse entre la mi-mai et la fin juillet 2017, aggravée par des températures extrêmement élevées en juin, a endommagé de vastes parcelles cultivées et causé une grave détérioration des conditions des pâturages et des parcours. On estime que 80 pour cent du pays a été touché par la sécheresse. Cela a provoqué de graves pertes de superficies cultivées et de fortes baisses des rendements, qui ont compromis les récoltes de 2017, y compris de blé, de pommes de terre, d'orge, d'avoine et de sarrasin. La production de blé de 2017 est estimée à environ 231 000 tonnes, soit près de la moitié du niveau élevé de l'an dernier et plus de 40 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. De même, la production de pommes de terre est estimée à environ 117 000 tonnes, soit 23 pour cent de moins qu'en 2016 et 36 pour cent de moins que la moyenne quinquennale.

Les besoins d'importation de blé au cours de la campagne de commercialisation 2017/18 sont estimés à environ 230 000 tonnes, soit un niveau beaucoup plus élevé que la moyenne quinquennale, proche de celui de 2015/16, campagne durant laquelle les importations avaient atteint 215 000 tonnes afin de faire face à une production de blé réduite à cause de la sécheresse. Les besoins d'importations devraient être entièrement couverts par des achats commerciaux.

La sécheresse a également provoqué une grave détérioration des conditions des pâturages, qui a empêché le bétail d'acquérir les réserves de graisses et la puissance musculaire essentielles pour surmonter les mois rigoureux d'hiver et de printemps. Selon les données du MAAIL, en novembre 2017, les conditions du bétail étaient dans l'ensemble inférieures de 14 pour cent à la moyenne. L'état physique des bêtes serait particulièrement mauvais dans les provinces des régions de Khangai et du Centre. Les disponibilités réduites de foin et de fourrage à cause de la sécheresse, et les piètres conditions du bétail soulèvent de sérieuses préoccupations quant à l'incidence des mois d'hiver et de printemps sur le bétail et les moyens de subsistance.

Les prix de détail de la farine de blé sont restés stables ces derniers mois, mais devraient augmenter au début de 2018 en raison de la disponibilité limitée de grains de blé après les récoltes considérablement réduites de 2017. En octobre, selon les informations disponibles, les prix des produits carnés étaient inférieurs à ceux de l'an dernier, en raison des piètres conditions physiques des bêtes et de l'augmentation des ventes de détresse d'animaux sur la plupart des marchés. La plupart des éleveurs ont décidé de vendre un plus grand nombre de têtes de bétail, même à des prix inférieurs, par crainte d'une détérioration supplémentaire de leurs conditions physiques et d'une probabilité élevée de mortalité accrue durant les mois d'hiver et de printemps. En revanche, les prix des produits laitiers étaient plus élevés qu'en 2016, en raison principalement d'une diminution de la productivité animale due à la sécheresse.

La contraction de la production a provoqué un endettement généralisé des agriculteurs, qui ont été contraints de réduire considérablement l'utilisation saisonnière de main-d'œuvre salariée. En conséquence, de nombreux ménages qui vivent dans les régions productrices de blé se trouvent dans une situation de possibilités d'emplois réduites et de sources de revenu alternatives limitées.

Les hivers rigoureux après les sécheresses estivales augmentent considérablement les risques pour les éleveurs de perdre leurs animaux. Comme les événements passés l'ont démontré, les pertes de bétail sont susceptibles de provoquer de vastes mouvements migratoires vers les zones urbaines à la recherche d'un soutien économique. Les populations qui migrent s'installent souvent dans les banlieues de la capitale Oulan-Bator, connues sous le nom de *ger*, où il n'existe pratiquement aucune infrastructure ni services publics et qui sont confrontées à des problèmes d'insécurité alimentaire, particulièrement au cours des périodes hivernales.

RECOMMANDATIONS

Après avoir consulté les autorités locales, la Mission recommande les interventions immédiates et à long terme suivantes afin de prévenir la détérioration des moyens de subsistance des populations vulnérables.

Mesures immédiates:

- Distribution d'urgence de fourrage pour le bétail dans les régions où les disponibilités de fourrage sont limitées et où les conditions physiques du bétail sont mauvaises, y compris Khuvsugul *aimag* (région de Khangai), Govisumber, Darkhan-Uul, Umnugobi et Selenge (région du Centre), Zavkhan et Khovd (région de l'Ouest), où l'état physique des animaux est estimé à des niveaux entre 15 et 20 pour cent inférieurs à la moyenne et où les disponibilités de fourrage sont faibles.
- Faciliter le déstockage des animaux des éleveurs en échange d'argent pour subvenir à leurs besoins immédiats et permettre au bétail restant de survivre à l'hiver. Le déstockage devrait être mené parallèlement à la distribution de fourrage pour le bétail afin de protéger les animaux tout au long de l'hiver. L'accent doit être mis sur les *aimags/soums* où l'état d'engraissement du bétail est le plus pauvre et où la disponibilité de fourrage pour l'hiver est sévèrement limitée.
- Améliorer la cartographie des risques de *dzud* afin de permettre aux décideurs et autres parties prenantes de mettre en place des interventions rapides et en temps opportun en cas d'événement *dzud*.
- Faciliter le pré-positionnement de fourrage et d'aliments pour animaux manufacturés dans les régions éloignées qui sont les plus vulnérables aux *dzud*, avant que des conditions météorologiques défavorables n'entravent les voies de transport.
- Renforcer le mécanisme national de préparation et d'intervention coordonnées, en coopération avec la communauté internationale en vue de faciliter des interventions en temps opportun.
- Une attention particulière devrait être accordée aux franges les plus vulnérables des communautés locales par le biais d'approches globales en faveur des pauvres. L'assistance devrait se concentrer tout particulièrement sur les petits et moyens éleveurs (< 500 animaux).
- Distribuer des semences de blé et du matériel d'irrigation pour les prochaines récoltes de blé, à planter à partir d'avril 2018.

Mesures à long terme:

- Moderniser les capacités de production et de transformation de la viande et des produits laitiers et améliorer les infrastructures et les réglementations afin d'assurer la mise en place de mesures de contrôle sanitaire appropriées et de garantir des produits de qualité. Cela devrait permettre d'améliorer les échanges et d'accroître la part des exportations, contribuant ainsi à la croissance économique du pays. Tout au long de la filière, une attention particulière devrait être accordée à l'amélioration des services vétérinaires et à l'élargissement des programmes de vaccination afin de soutenir les éleveurs.
- Élaborer un cadre juridique et réglementaire pour la gestion et la protection des pâturages, y compris des mesures visant à contrôler les populations et la structure des cheptels conformément à la capacité des pâturages, afin de réglementer l'utilisation des pâturages, de taxer la possession et de protéger les terres de pâturage. Il convient de donner les moyens aux communautés locales, y compris aux éleveurs, de participer aux processus décisionnels.
- Élaborer un programme complet d'éducation et de formation aux meilleures pratiques d'élevage, en particulier à destination des jeunes. Cela devrait être fait parallèlement à la mise en place de programmes de sensibilisation aux enjeux environnementaux en vue de renforcer la compréhension de la gestion des problèmes liés à l'environnement rural.
- Des sources de revenus alternatives, comme l'artisanat, les produits à base de feutre et la culture de légumes, pourraient améliorer les moyens de subsistance des ménages d'éleveurs et contribuer à réduire le problème de la dégradation des pâturages en réduisant la taille des troupeaux.

- Assurer des investissements appropriés en faveur de l'atténuation des catastrophes et de l'adaptation aux effets des changements climatiques, y compris la production de foin et de fourrage (à travers notamment l'installation de clôtures autour des champs de foin) et une meilleure gestion des ressources en eau.
- Un cadre de préparation et d'intervention dans les situations d'urgence mieux structuré, y compris le pré-positionnement de fourrage et des financements prévisionnels, gérés au niveau des *soum/aimag*, afin de soutenir les ménages vulnérables.
- Les rapports météorologiques fournis par le service de météorologie national devraient mettre l'accent sur le suivi des niveaux de précipitations inférieurs à la moyenne, les fortes chutes de neige et les températures inférieures à la moyenne.
- Les prix de certains produits essentiels (le fourrage pour animaux, les animaux vivants, la viande, la farine de blé et le carburant) devraient être surveillés pendant l'hiver et le printemps afin d'évaluer l'impact de la hausse des prix sur les ménages les plus pauvres.
- Les prix des intrants agricoles (semences, engrais et carburant) doivent être surveillés en préparation de la prochaine campagne de semis.
- Établir des programmes de protection sociale qui répondent spécifiquement aux besoins des ménages qui ont perdu leurs moyens de subsistance et ont migré dans les districts *ger*, où ils ont des possibilités d'emploi limitées et ne bénéficient pas de régimes de protection sociale complets.
- Toutes les interventions devraient envisager de fournir un accès au crédit, qui présente généralement un meilleur rapport coût-efficacité que l'assistance en nature. L'accès au crédit à la fin de l'hiver et au début du printemps pour les éleveurs est aussi vital que l'accès au crédit au printemps pour les agriculteurs.
- Les interventions doivent privilégier le soutien aux populations déjà vulnérables – les travailleurs agricoles salariés qui ont perdu leur principale source de revenus et les éleveurs possédant peu d'animaux qui peuvent facilement perdre leurs moyens de subsistance en cas de *dzud*.